



## Quelle ambition industrielle pour l'Europe?



Auteur : Philippe Camus

Berceau de la Révolution industrielle du 19<sup>ème</sup> siècle, l'Europe industrielle s'est progressivement fait rattraper puis distancer par d'autres zones géographiques : hier l'Amérique du Nord, demain l'Asie. Cette évolution est-elle inéluctable? Doit-on la craindre, s'y résigner ou s'y opposer ? Peut-on la tourner en un avantage ? Que peut et doit faire l'Europe et les Etats qui la composent ? Quelle est la responsabilité des entreprises ? Cette étude de Philippe Camus, Président du Conseil d'administration d'Alcatel-Lucent, fait le point sur la politique industrielle de l'Union européenne ; l'auteur énumère les ingrédients nécessaires pour garantir le succès d'une politique industrielle européenne.

[Lire la suite](#)

### Sommaire

**A la une !** : Chine&Inde - Smart power - France/Allemagne - Diplomatie  
**Elections** : Finlande - Croatie **Crise financière** : BCE - Dégradation - OCDE - Belgique - Espagne - Grèce - Italie - Portugal **Commission** : Hongrie - Fiscalité - Médiateur - Entreprises - Internet - Consommation - Slovénie/Croatie  
**Parlement** : Négociations - Hongrie **Conseil européen** : Italie **BCE** : Banques  
**Allemagne** : Croissance - Population - Merkel/Monti **Chypre** : Réunification? **Pays-Bas** : Tribunal/Finances **Royaume-Uni** : Ecosse **Slovénie** : Premier ministre? **Bosnie-Herzégovine** : Premier ministre **Suisse** : Démission **Eurostat** : Commerce extérieur - Emploi/seniors **Eurobaromètre** : Vieillessement - Parlement européen  
**Etudes/Rapports** : Emploi - Défense - Finances - Fiscalité - UE/Asie  
**Publications** : Franco-allemand - Chypre **Culture** : Expo/Rome - Expo/Paris - Expo/Copenhague - Musée/Finlande - Prix franco-allemand

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

### A la une ! :

#### L'Europe vue de Chine et d'Inde depuis la crise



Comment la Chine et l'Inde perçoivent-elles l'Union européenne et ses Etats membres? Quelles sont leurs visions de la crise de la dette publique ? Que pensent-elles de l'Euro ? Quelles évolutions politiques prévoient-elles pour l'Europe ? La Fondation Robert Schuman, en partenariat avec la Fondation Konrad Adenauer et le Global Policy Institute, publie une étude de Karine Lisbonne-de Vergeron, sur le regard des élites chinoises et indiennes concernant la situation politique et économique de l'Europe. Cette note peut être commandée sur le site Internet de la Fondation... [Lire la suite](#)

## Colloque sur le smart power en Europe



La Fondation Robert Schuman et l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ) organisent un colloque intitulé "Le smart power : une voie pour l'Europe?" le 24 janvier. Plusieurs personnalités issues du monde académique, politique et diplomatique participeront au débat. L'inscription est obligatoire... [Lire la suite](#)

## Conférence "France-Allemagne: l'heure de vérité".



Le président de la Fondation Robert Schuman Jean-Dominique Giuliani participe le 23 janvier à un débat organisé par la Maison Heinrich Heine et la Fondation Konrad Adenauer, en liaison avec l'Association Réalités et Relations Internationales et la Fédération des Associations Franco-Allemandes, sur le thème : "France-Allemagne : l'heure de vérité. Moteur, directoire ou nouveau partenariat?". Jean-Dominique Giuliani débat notamment aux côtés de Bernard de Montferrand, ancien ambassadeur de France en Allemagne, et du député allemand Dr. Andreas Schockenhoff (CDU)... [Lire la suite](#)

## La politique étrangère de l'Union européenne



La Fondation Robert Schuman est partenaire du 4e numéro du Jeu de l'Oie (hiver 2011), première publication étudiante consacrée aux questions internationales qui a été créée par les étudiants de l'IEP de Lille. Ce numéro est dédié aux moyens extérieurs de l'Union européenne, deux ans après la signature du traité de Lisbonne. Les différentes contributions analysent les défis auxquels l'action extérieure de l'Union doit faire face pour renforcer la puissance européenne... [Lire la suite](#)

## Elections :

### Election présidentielle en Finlande



Le 22 janvier, 4 402 622 Finlandais sont appelés aux urnes pour désigner le successeur de Tarja Halonen à la présidence de la République. 8 personnes sont candidates : Sauli Niinistö, Rassemblement conservateur (KOK) ; Paavo Väyrynen, Parti du centre (KESK) ; Paavo Lipponen, Parti social-démocrate (SPD) ; Timo Soini, Vrais Finlandais (PS) ; Pekka Haavisto, Verts (VIHR) ; Sari Essayah, Parti démocrate-chrétien (SKL) ; Paavo Arhinmäki, Alliance des gauches (VAS) ; Eva Biaudet, Parti du peuple suédois (SFP). Selon la dernière enquête d'opinion, Sauli Niinistö est en tête avec 37% des suffrages. Pekka Haavisto suit avec 8,3%, puis Paavo Väyrynen 8,2%, Timo Soini 7%, Paavo Lipponen et Paavo Arhinmäki 4% chacun, Eva Biaudet 2% et Sari Essayah 1%. Environ trois personnes sur dix (29%) déclarent toutefois ne pas encore avoir fait leur choix... [Lire la suite](#)

### Référendum en Croatie sur l'adhésion à l'UE le 22 janvier



Le 22 janvier, 4,2 millions de Croates sont appelés, à l'occasion d'un référendum, à répondre par "oui" ou par "non" à la question suivante : "Acceptez-vous que la Croatie devienne un membre de l'Union européenne ?". Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut CRO-Demoskop, 55,1% des Croates s'apprêteraient à voter en faveur de l'adhésion de leur pays à l'Union européenne pour un tiers (33,3%) qui s'y opposeraient. Un Croate sur dix (11,6%) se déclare encore indécis... [Lire la suite](#)

## Crise financière :

### La BCE maintient son principal taux directeur à 1%



Le 12 janvier, le président de la Banque centrale européenne Mario Draghi a annoncé que le principal taux directeur serait maintenu à 1%, après deux baisses de 0,25 point en novembre et décembre 2011. Il a par ailleurs indiqué que les prévisions pour l'inflation la maintenant pour l'instant au-dessus de 2%, mais qu'elle pourrait bientôt diminuer. Mario Draghi s'est également réjoui de "progrès extraordinaires" pour les pays en difficulté, mais a appelé les Etats à accélérer encore les réformes entreprises. Il a enfin fait part de sa "grande préoccupation" vis-à-vis des récentes

réformes constitutionnelles hongroises, qui ont privé la banque centrale du pays d'une part importante de son indépendance... [Lire la suite](#)

#### Abaissment de la note souveraine de plusieurs pays de la zone euro



Le 13 janvier, l'agence de notation Standard and Poor's a décidé d'abaisser la note souveraine de la France et de l'Autriche d'un cran, de AAA à AA+. Les notes à long terme de Malte, de la Slovénie et de la Slovaquie ont également été abaissées d'un cran, tandis que celles de Chypre, de l'Espagne, de l'Italie et du Portugal ont été diminuées de deux crans. Celles de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Estonie, de la Finlande, de l'Irlande, du Luxembourg et des Pays-Bas demeurent inchangées. Ces décisions sont assorties d'une perspective "négative", sauf dans le cas de l'Allemagne, qui conserve son triple A avec une perspective "stable". Cette décision est justifiée, selon l'agence, par le risque d'une récession plus sévère que prévue, par celui d'une "lassitude montante" face aux réformes entreprises, et par l'insuffisance des mesures prises à l'échelon européen pour résoudre la crise... [Lire la suite](#)

#### Ralentissement de l'activité économique



Dans la plupart des pays de l'OCDE et des grandes économies non membres, l'activité économique sera en baisse les prochains mois selon l'évaluation des dynamiques économiques présentée par l'OCDE le 12 janvier. En s'appuyant sur les indicateurs composites avancés de l'OCDE et conformément aux prévisions des derniers mois, les experts signalent que l'activité économique dans la zone euro, au Royaume-Uni et en Chine s'approche de sa tendance de long terme, voire descend en-deçà de celle-ci. En même temps, les Etats-Unis, le Japon et la Russie "montrent des signes forts d'un changement positif de la dynamique" de l'activité économique... [Lire la suite](#)

#### Belgique : déficit budgétaire revu à la hausse



Le ministre belge du Budget, Olivier Chastel, a annoncé le 13 janvier que le déficit budgétaire public pour 2011 atteignait 4%, au lieu des 3,6% attendus. Cette nouvelle intervient alors que le gouvernement belge doit rapidement trouver des sources d'économies supplémentaires et que le taux de croissance attendu de 0,8% devra sans doute être revu à la baisse, diminuant d'autant la marge de manoeuvre du gouvernement... [Lire la suite](#)

#### Espagne : adoption par le parlement de mesures de rigueur



Les premières mesures de rigueur décidées par le gouvernement Rajoy ont été votées par le parlement espagnol le 11 janvier par 197 voix, contre 138 et 4 abstentions. D'un montant de près de 9 milliards d'euros, elles sont destinées à réduire le déficit budgétaire espagnol. Elle concernent notamment le gel des salaires et des recrutements de fonctionnaires, la hausse des impôts sur le revenu et la propriété immobilière. Le déficit budgétaire espagnol a atteint 8% du PIB en 2011... [Lire la suite](#)

#### Grèce : suspension des négociations entre les banques et Athènes



Le 13 janvier, l'Institut de la finance internationale (IIF) a annoncé que les banques suspendaient leurs négociations avec la Grèce sur les modalités de la restructuration de la dette publique. Elles pourraient revenir cette semaine si les choses évoluent du côté grec. En outre, elles envisagent de revenir sur leur engagement d'effacer volontairement une partie de la dette. Malgré les taxes mises en place par les mesures d'austérité, le déficit public de la Grèce s'est creusé de 0,8% en 2011, selon les comptes budgétaires rendus publics le 11 janvier. Le déficit du budget de l'année 2011 s'élève à 21,6 milliards d'euros. A ce jour, la participation des créanciers privés reste inférieure à 70%, ne permettant pas à la Grèce de tenir les objectifs assignés par la zone euro dans le cadre de son deuxième plan de sauvetage de la Grèce... [Lire la suite](#)

### Italie : vers une amélioration des Finances publiques



Selon les données publiées par l'Institut national des statistiques italien (Istat) le 11 janvier, sur les neuf premiers mois de 2011, les finances publiques italiennes ont enregistré leur meilleure performance depuis le quatrième trimestre 2008. Ainsi, pour le troisième trimestre 2011, le ratio déficit/PIB était de 2,7% (en-dessous des 3% spécifiés par l'Union européenne), tandis que pour les neuf premiers mois le déficit public s'élevait à 4,6% (soit une baisse de 0,3 point par rapport à la même période en 2010). Le solde primaire s'est lui aussi amélioré puisqu'il est maintenant positif : 1,7% du PIB... [Lire la suite](#)

### Portugal : reprise économique incertaine en 2013



Selon les projections publiées le 10 janvier par la Banque du Portugal, l'économie portugaise devrait connaître en 2013 une "quasi-stagnation", avec une croissance limitée à 0,3% du PIB. La Banque centrale prévoit pour cette année une récession de 3,1% du PIB, en raison surtout de l'impact des mesures de rigueur prévues par le budget de l'Etat... [Lire la suite](#)

### Commission :

#### La Commission propose de sanctionner la Hongrie pour déficit excessif



Dans un communiqué publié le 11 janvier, la Commission européenne estime que la Hongrie n'a pas fait assez d'efforts pour corriger de façon durable et soutenable son déficit excessif. Elle demande aux Etats membres de sanctionner la Hongrie qui risque de se voir priver de plus d'un milliard d'euros d'aides européennes. Par cette action, la Commission européenne use pour la toute première fois de ses nouvelles prérogatives en matière de discipline budgétaire adoptées à l'automne dernier (six-pack). La Commission annonce également qu'elle va examiner avec attention les nouvelles dispositions constitutionnelles hongroises, celles-ci étant jugées incompatibles avec les valeurs et le droit européens. Elle s'inquiète notamment de l'indépendance de la banque centrale hongroise, des juges, et du superviseur national pour la protection des données... [Lire la suite](#)

#### TVA transfrontalière



Le 13 janvier, la Commission européenne a annoncé la mise en place d'un guichet unique pour l'accomplissement des formalités en matière de taxe sur la valeur ajoutée transfrontalière, qui sera pleinement effectif d'ici à 2015. Ce guichet vise à simplifier les démarches des entreprises et à limiter les coûts auxquels elles doivent faire face en raison des différences entre Etats membres... [Lire la suite](#)

#### Révision du système d'alerte précoce



Le 12 janvier, le Médiateur européen Nikiforos Dimandouras a demandé à la Commission européenne de s'assurer que son Système d'alerte précoce, destiné à identifier les personnes susceptibles de menacer les intérêts financiers de l'Union européenne, était bien conforme aux droits fondamentaux que doivent respecter toutes les institutions européennes. Le Médiateur estime notamment que toutes les personnes et entreprises inscrites à ce registre devraient en être informées et avoir la possibilité d'y répondre... [Lire la suite](#)

#### Les petites entreprises créent 85 % des nouveaux emplois



Selon une étude publiée par la Commission le 16 janvier, les petites et moyennes entreprises (PME) ont assuré 85 % de la création nette d'emplois dans l'UE entre 2002 et 2010,. Ce chiffre est nettement supérieur à la part des PME dans l'emploi total qui se situe à 67 %. Au cours de la période considérée, la création nette d'emploi par l'économie de l'UE a été en forte hausse, 1,1 million de nouveaux emplois étant créés en moyenne chaque année... [Lire la suite](#)

## Doubler le volume du commerce électronique en Europe d'ici 2015



Le 11 janvier, les Commissaires Michel Barnier, en charge du marché intérieur, Nellie Kroes, en charge de la stratégie numérique, et John Dalli, en charge des consommateurs, ont présenté lors d'une conférence de presse commune un plan d'action européen afin de doubler le volume du commerce électronique européen d'ici 2015.

L'objectif est de stimuler la croissance et l'emploi dans le domaine de l'Internet et de mieux servir les consommateurs, en leur offrant davantage de choix, d'information et de protection. Ce projet prévoit également de surmonter les obstacles légaux dus aux différences entre les législations nationales, ainsi que l'élaboration d'un cadre juridique commun permettant de résoudre plus efficacement les conflits... [Lire la suite](#)

## Etude sur les sites Internet offrant des crédits à la consommation



Le 10 janvier, la Commission européenne a publié les résultats d'une opération "coup de balai", menée dans les 27 Etats membres ainsi qu'en Islande et en Norvège, concernant 562 sites internet proposant des crédits à la consommation, afin de vérifier s'ils étaient en conformité avec la législation européenne. Environ 70% des sites ne répondaient pas aux critères requis, notamment en raison d'informations manquantes dans la publicité, de l'omission d'informations essentielles dans l'offre et de présentation trompeuse des coûts. Les conditions contractuelles ont également fait l'objet d'investigations approfondies pour 6 Etats membres. La Bulgarie, l'Irlande, l'Islande, la Grèce et la Slovénie sont les pays où la législation est la mieux appliquée, aucun site ne présentant d'irrégularité... [Lire la suite](#)

## Arbitrage du conflit frontalier entre la Croatie et la Slovénie



Le Commissaire européen pour l'Elargissement Stefan Füle a rencontré le 10 janvier les ministres des Affaires étrangères croate et slovène afin de résoudre un ancien conflit frontalier entre les deux pays. S. Füle estime les discussions sur les prochaines étapes à entreprendre très utiles et constructives. Les pays sont d'accord pour créer un tribunal d'arbitrage constitué de cinq experts. Chaque pays désigne individuellement un membre du tribunal. Le Président du tribunal et deux autres membres doivent être choisis conjointement par la Croatie et la Slovénie parmi une liste de 15 candidats établie par la Commission européenne. Si les pays n'arrivent pas à se mettre d'accord, la Commission désignera les trois experts restants... [Lire la suite](#)

## Parlement :

### Négociations pour le traité sur l'"union économique renforcée"



Cette semaine se sont déroulées d'importantes négociations en vue de la rédaction du traité sur l'Union économique renforcée. Dans un communiqué commun du 11 janvier, les membres du Parlement européen chargé des négociations ont déclaré que la version provisoire proposée par les Etats membres était inacceptable en l'état. Elmar Brok (PPE, Allemagne), Roberto Gualtieri (S&D, Italie), Guy Verhofstadt (ALDE, Belgique) et Daniel Cohn-Bendit (Verts/ALE, France) critiquaient notamment les procédures envisagées, qui ne seraient pas selon eux compatibles avec les traités européens et le droit communautaire dérivé. Ils dénonçaient aussi la mise à l'écart de la méthode communautaire et des autres institutions européennes, dont notamment le Parlement européen, qui ne pourrait pas exercer de contrôle démocratique. Un compromis semble néanmoins avoir été dégagé, même si une zone d'ombre persiste autour du rôle de la Commission et de ses prérogatives en matière de contrôle des budgets nationaux. Les ministres des Finances devraient discuter du texte final à la fin du mois... [Lire la suite](#)

## Examen des lois hongroises par la Commission des Libertés Civiles



La commission des Libertés civiles du Parlement européen a discuté le 11 janvier de la compatibilité des nouvelles lois hongroises avec la législation européenne. A cette occasion, les députés européens ont exprimé leurs inquiétudes tant au sujet de la nouvelle Constitution que

de la loi sur les Eglises et de la loi électorale. Certains députés ont estimé qu'il n'était pas nécessaire d'attendre les conclusions de la Commission européenne, prévu pour le 17 janvier, et que le traité de Lisbonne accordait au Parlement les pouvoirs suffisants pour "prendre des mesures " contre la Hongrie. D'autres ont souhaité attendre ces conclusions. Au cours de cette discussion, il a également été rappelé que le problème était tout autant politique que juridique et qu'il en allait de la "crédibilité" de l'Union européenne, menacée si un Etat ne respectait pas les droits fondamentaux... [Lire la suite](#)

#### Conseil européen :

##### Herman van Rompuy rencontre Mario Monti



Le 16 janvier, le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, s'est rendu à Rome pour rencontrer le président du Conseil italien, Mario Monti. Ils ont évoqué la crise économique et financière au sein de l'Union européenne, le plan de rigueur italien mis en place pour rassurer les marchés financiers, et la réponse que l'Union européenne doit proposer le 30 janvier pour relancer la croissance... [Lire la suite](#)

#### BCE :

##### Le nombre des établissements financiers en zone euro a reculé de 4% en 2011



Le nombre des établissements financiers en zone euro a reculé de 4% en 2011 par rapport à 2010, selon les statistiques publiées le 16 janvier par la Banque centrale européenne. Au total, la zone euro comptait 7.533 banques au 1er janvier 2012, soit 332 de moins que le 1er janvier 2011. Le plus fort recul en pourcentage a été observé en Irlande (-15%), suivi du Luxembourg (-8%), de Chypre (-6%), de la France (-5%) et de la Grèce (-5%). En nombre d'instituts, l'Irlande arrive toujours en tête avec 106 établissements perdus, suivie de la France (59), du Luxembourg (48) et de l'Allemagne (43). L'Union européenne dans son ensemble a perdu 334 établissements financiers l'an dernier. Au total 9.587 instituts demeurent actifs dans l'UE... [Lire la suite](#)

#### Allemagne :

##### La croissance allemande atteint 3% en 2011



En 2011, l'Allemagne a atteint une croissance de 3%, selon les chiffres publiés par l'Office des statistiques allemands Destatis le 11 janvier. Le déficit public s'est réduit à 1% du PIB. Berlin respecte ainsi pour la première fois depuis 2008 l'un des critères de la discipline budgétaire européenne, en affichant un déficit public inférieur à 3% du PIB. Sur l'année 2011 dans son ensemble, la consommation et les investissements ont permis à l'Allemagne de résister à la crise. Les dépenses des ménages ont progressé de 1,5%, alors qu'elles étaient jusqu'ici son point faible. Le taux de chômage au plus bas et la croissance des revenus nets par salarié de 2,2%, malgré des hausses d'impôts, y ont contribué. Pour début 2012, la Banque centrale allemande prévoit seulement une légère croissance de 0,6%... [Lire la suite](#)

##### La population augmente légèrement après huit ans de baisse



Selon une estimation de l'institut fédéral des statistiques (Destatis) publiée le 13 janvier, la population allemande a augmenté de plus de 50 000 personnes en 2011, après huit années de baisse consécutives, grâce à l'immigration. D'après Destatis, la population allemande a profité d'une vague d'immigration en provenance des pays d'Europe centrale ayant rejoint l'Union européenne en 2004, notamment de Pologne. Le nombre de migrants s'installant en Allemagne a dépassé de 240 000 le nombre de personnes quittant le pays, notamment grâce au dynamisme du marché de l'emploi qui a attiré de la main-d'oeuvre... [Lire la suite](#)

##### Angela Merkel reçoit Mario Monti à Berlin

Le 11 janvier, le président du Conseil italien Mario Monti a rencontré la Chancelière allemande Angela Merkel à Berlin afin de discuter de



l'avenir de la zone euro. Lors d'une conférence de presse commune, A. Merkel a exprimé son "grand respect" pour la rapidité des réformes en Italie, tandis que M. Monti saluait la discipline budgétaire allemande. En outre, M. Monti a annoncé qu'il présenterait la semaine prochaine un large programme de réformes afin de libéraliser davantage son pays, et a demandé à l'Union européenne une réduction des taux d'intérêt sur la dette italienne. Il a également plaidé pour une intervention plus massive de la Banque centrale européenne, pour des eurobonds et pour un renforcement du FESF. Les deux dirigeants se rencontreront de nouveau le 20 janvier.. [Lire la suite](#)

## Chypre :

### Rencontre des dirigeants chypriotes grec et turc en prélude des négociations



Les dirigeants chypriote et turc de l'île de Chypre, le président chypriote Demetris Christofias et le leader turc de la partie nord de l'île Dervis Eroglu, se sont entretenus le 9 janvier à Nicosie en prélude à des pourparlers prévus fin janvier visant à la réunification de l'île. "Ils ont discuté de leur prochaine rencontre, à l'occasion du 5ème sommet tripartite, avec le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, qui aura lieu du 22 au 24 janvier à New York", a annoncé le porte-parole de l'ONU, Martin Nesirky, lors d'une conférence de presse... [Lire la suite](#)

## Pays-Bas :

### Tribunal international chargé de trancher des différends liés à des questions financières



Un tribunal international chargé de trancher des différends liés à des questions financières complexes a ouvert ses portes le 16 janvier à La Haye. "Ce tribunal aidera à régler des différends impliquant des questions financières complexes" a déclaré Jeffrey Golden, professeur à la London School of Economics et président du conseil d'administration de la fondation PRIME Finance, créée notamment pour accueillir le tribunal... [Lire la suite](#)

## Royaume-Uni :

### L'Ecosse se bat pour son indépendance



Depuis le 10 janvier, la bataille autour du projet de référendum d'indépendance en Ecosse à l'horizon 2014 s'accroît et menace de dégénérer en crise constitutionnelle au Royaume-Uni. Le Premier ministre britannique David Cameron veut organiser d'ici à dix-huit mois sur place un référendum sur le maintien du pays dans le Royaume-Uni. Cependant, le pouvoir central à Londres et les autorités régionales à Edimbourg sont en désaccord sur presque tout: le calendrier, le corps électoral, les modalités et même la (ou les) question(s) à soumettre aux 5 millions d'Ecossois rattachés depuis 1707 à la couronne d'Angleterre. À ce jour, le Parlement écossais a des compétences en matière d'éducation, de santé, d'environnement et de justice, mais les questions relatives aux Affaires étrangères et à la défense relèvent du gouvernement britannique... [Lire la suite](#)

## Slovénie :

### Le parlement slovène refuse la nomination de Zoran Jankovic comme Premier ministre



Le 11 janvier, le parlement slovène a refusé d'entériner la nomination de Zoran Jankovic au poste de Premier ministre. Suite à son succès surprise aux élections législatives du 4 décembre, Z.oran Jankovic avait été désigné au poste de Premier ministre le 5 janvier par le président Danilo Turk. Lors du vote à l'Assemblée nationale 42 députés se sont prononcés en sa faveur, 43 se sont abstenus, 1 a voté contre et 4 votes étaient non valides. Le Président slovène a regretté le mauvais déroulement du vote. Désormais, les partis qui siègent au Parlement et le Président slovène disposent de 14 jours pour proposer un nouveau candidat... [Lire la suite](#)

## Bosnie-Herzégovine :

### Vjekoslav Bevanda : nouveau Premier ministre bosnien



Le parlement bosnien a investi, le 12 janvier, Vjekoslav Bevanda, membre du principal parti politique des Croates de Bosnie (HDZ), au poste de Premier ministre. Expert des finances et ancien banquier, il avait récemment déclaré : "Je vais essayer de mettre l'économie au-dessus des petites querelles politiques, en espérant que ce sera un geste qui poussera les autres à faire de même"... [Lire la suite](#)

## Suisse :

### Démission du président de la Banque nationale suisse



Le président de la Banque nationale suisse Philipp Hildebrand a annoncé le 9 janvier qu'il donnait sa démission "avec effet immédiat". Cette décision fait suite à une polémique déclenchée le mois dernier par la révélation de la conduite, en août 2011, par son épouse, d'une opération de change menée peu avant une baisse du taux du franc suisse. Bien qu'innocenté par une enquête de son institution, M. Hildebrand a déclaré lors d'une conférence de presse être incapable de prouver que cette transaction avait été réalisée à son insu et retirer pour préserver la crédibilité de la Banque centrale. Dans l'attente de la nomination d'un successeur, l'interim est assuré par le vice-président de l'établissement, Thomas Jordan... [Lire la suite](#)

## Eurostat :

### Excédent de 6,9 milliards d'euros du commerce extérieur de la zone euro



Selon les chiffres publiés par Eurostat le 13 janvier, la zone euro a enregistré un excédent commercial au mois de novembre 2011 de 6,9 milliards d'euros, en nette progression sur un an, grâce à une augmentation des exportations et une stabilisation des importations. L'Union européenne a en revanche enregistré un déficit de 7,2 milliards d'euros, bien moins important qu'il y a un an où il s'élevait à 16,8 milliards. L'excédent a augmenté avec les Etats-Unis, la Suisse et la Turquie, et le déficit reculé avec la Chine et le Japon, mais pas avec la Russie et la Norvège. L'Allemagne est le pays avec le plus fort excédent commercial, tandis que le Royaume-Uni et la France font face à des déficits commerciaux de plus de 70 milliards d'euros... [Lire la suite](#)

### Le taux d'emploi des personnes de + 55 ans en nette hausse entre 2000 et 2010



Selon des chiffres publiés par Eurostat le 13 janvier, le taux d'emploi des personnes âgées de plus de 55 ans a fortement progressé entre 2000 et 2010 dans l'Union européenne. Il est passé de 50% à 61% pour les personnes âgées de 55 à 59 ans, et de 23% à 31% pour les 60-64 ans. Pour les 55-64 ans, les taux d'emploi sont les plus élevés dans les pays du Nord de l'Europe, scandinaves et anglo-saxons, avec la Suède en première place, tandis qu'ils sont les plus faibles chez plusieurs des derniers Etats membres. Au contraire, les taux d'emploi des personnes âgées de plus de 65 ans sont les plus importants dans la plupart des nouveaux Etats membres et dans les pays méditerranéens, et sont les plus bas en France et en Slovaquie (1,6% chacun)... [Lire la suite](#)

## Eurobaromètre :

### Etude sur le vieillissement



Eurobaromètre a publié le 13 janvier une étude sur le vieillissement actif, analysant des résultats obtenus de septembre à novembre 2011. Les Européens estiment que l'on cesse d'être considéré comme un jeune à partir de 42 ans et que l'on devient une personne âgée au seuil des 64 ans. Plus de 40% des personnes interrogées s'inquiètent du vieillissement de la population, mais la majorité estime que la société est prête à faire face à ce défi. 53% des personnes interrogées sont opposées à un âge de départ obligatoire à la retraite, et plus de 70% aimeraient poursuivre leurs activités professionnelles une fois l'âge minimal de départ à la retraite atteint. Enfin, cette



enquête met en avant l'engagement - et la reconnaissance de cet engagement - des personnes âgées au profit de la collectivité, en assurant des fonctions bénévoles, associatives ou politiques... [Lire la suite](#)

### Les Européens et le Parlement européen



Le 11 janvier a été publié l'Eurobaromètre du Parlement européen pour l'automne 2011. Selon cette enquête, la perception qu'ont les citoyens du Parlement européen demeure en majorité neutre ; la proportion des personnes interrogées ayant une image positive du Parlement diminue alors que celle des personnes ayant une image négative augmente. La politique prioritaire qui devrait être mise en avant par le Parlement est, pour 49% des personnes interrogées, la lutte contre l'exclusion et la pauvreté ; désormais la coordination des politiques économiques, budgétaires et fiscales vient en deuxième position (42%). En outre, 40% des Européens souhaiteraient obtenir davantage d'informations du Parlement européen sur les moyens permettant de s'attaquer à la crise... [Lire la suite](#)

### Etudes/Rapports :

#### Rapport trimestriel sur l'emploi et la situation sociale dans l'UE



Le 10 janvier, la Commission européenne a publié les résultats de son étude trimestrielle sur la situation sociale et l'emploi. Il apparaît que malgré une légère amélioration en 2011, le chômage a fortement augmenté dans l'Union européenne, notamment le chômage de longue durée. Il touche essentiellement les jeunes, les personnes peu qualifiées et les migrants. Par ailleurs, la pauvreté a également progressé dans tous les pays. Selon les projections, les secteurs tertiaires et de la construction ne devraient pas générer de nouveaux emplois dans les prochains mois et pourraient même en perdre, tandis que dans l'industrie, le taux d'emploi demeurerait stable. Cette étude montre enfin une inquiétude sociale accrue des Européens... [Lire la suite](#)

#### L'Europe de la Défense post-Lisbonne : illusion ou défi ?



L'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire (IRSEM) publie, sous la direction du Général Jean-Paul Perruche, un état des lieux de la Défense européenne après le Traité de Lisbonne. Cette étude est intitulée "L'Europe de la Défense post-Lisbonne : illusion ou défi ?". Depuis le traité, le débat à propos de l'Europe de la Défense est vif, entre "illusion dangereuse" pour les uns et "avenir de l'Europe" pour les autres". L'équipe de chercheurs de l'IRSEM tente de répondre à cette double question : l'Europe de la Défense est-elle nécessaire à la Défense de l'Europe? S'agit-il d'un projet crédible et réalisable?... [Lire la suite](#)

#### Taxe sur les transactions financières



Les évêques européens sont favorables à une taxe sur les transactions financières "d'abord au niveau de la zone euro" pour partager plus justement le "fardeau" de la réduction de la dette, ont indiqué le 12 janvier les prélats rassemblés au sein de la Commission des évêques de la Communauté européenne (Comece). "Le partage du fardeau dans la réduction des dettes contractées au cours de la crise financière actuelle doit tenir compte de la responsabilité des gouvernements ainsi que des banques et d'autres institutions financières. Il peut, par exemple, "conduire à une taxation financière de ces dernières", affirment les évêques de la Comece, qui regroupe toutes les conférences épiscopales de l'UE, dans un texte d'une vingtaine de pages... [Lire la suite](#)

#### Le fédéralisme budgétaire, l'exemple américain



Bruegel vient de publier un essai intitulé "Fiscal federalism: US history for architects of Europe's fiscal union", écrit par C. Randall Henning and Martin Kessler. Cet ouvrage présente la manière dont s'établit le partage des responsabilités entre Etat central et Etats fédérés en ce qui concerne la gestion de la dette publique aux Etats-Unis, ainsi que la façon dont les règles régissant cette répartition des tâches ont été progressivement

définies au fil de l'histoire. A partir de cette expérience, les auteurs identifient les leçons que l'Union européenne pourrait tirer de l'exemple américain afin de construire sa propre fédération budgétaire... [Lire la suite](#)

### Analyse des relations économiques entre l'UE et l'Asie orientale pendant la crise



La Fondation pour les relations internationales et le dialogue extérieur (FRIDE) publie une étude intitulée : "EU-Asia trade relations: getting through the crisis". Son auteur analyse l'impact de la crise financière internationale sur l'état des relations économiques entre l'UE et l'Asie. Il suggère que les gouvernements européens et asiatiques repensent leur partenariat et redoublent d'efforts pour conclure de nouveaux accords commerciaux... [Lire la suite](#)

### Publications :

#### France Allemagne - L'Heure de vérité



Les éditions Tallandier ont publié un ouvrage co-écrit par Bernard de Montferrand, diplomate et ancien Ambassadeur de France à Berlin de 2007 à 2011, et Jean-Louis Thiériot, avocat, sur les relations franco-allemandes face à la crise. Cet ouvrage intitulé "France Allemagne - L'Heure de vérité" démontre que "la convergence est à la fois une nécessité et une chance. [...] "Derrière la fébrilité des marchés, le couple franco-allemand est toujours au coeur de l'Europe et de notre destin...".. [Lire la suite](#)

#### Chypre entre l'Europe et la Turquie



Les éditions Karthala publient un ouvrage de Jean-François Drevet sur Chypre. Cet Etat membre de l'Union européenne, dont 37% du territoire est occupé par un pays tiers qui y a imposé son armée, sa monnaie et ses ressortissants, est dans une situation très particulière. A l'aube de la réunion prévue du 22 au 24 janvier à New York, cet ouvrage fait le point sur les différends qui opposent Chypre et la Turquie. Il explique l'évolution des problèmes depuis 1999, notamment la gestation du plan Annan et les raisons de son échec... [Lire la suite](#)

### Culture :

#### Guercino



La Galerie nationale d'art ancien, abritée dans le Palais Barberini à Rome, consacre jusqu'au 29 avril une importante exposition au génie de Francesco Barbieri, dit Guercino, peintre italien baroque du XVIIe siècle. L'exposition, qui rend également hommage à Sir Denis Mahon, rassemble de nombreuses oeuvres des musées de Rome et de Cento... [Lire la suite](#)

#### Giorgio Vasari - Dessins du Louvre



Jusqu'au 8 février, le Louvre rend hommage à Giorgio Vasari, peintre, architecte et écrivain italien, à l'occasion du cinquième centenaire de sa naissance, à travers une exposition des plus beaux de ses dessins conservés par le musée. Cette cinquantaine d'œuvres permet de souligner la diversité des champs d'intérêt artistique de Vasari... [Lire la suite](#)

#### L'Europe rencontre le monde



Une exposition intitulée "L'Europe rencontre le monde" se tient jusqu'au 3 juin au musée national de Copenhague (Nationalmuseet) au Danemark. Inaugurée le 12 janvier, dans le cadre de la présidence danoise du Conseil de l'Union européenne, par le président de la Commission européenne José Manuel Barroso et la Premier ministre danoise Helle Thorning-Schmidt, cette exposition se consacre aux interactions culturelles, militaires et commerciales entre l'Europe et le reste du monde pendant les périodes de l'Antiquité, du Moyen-Age, de la Renaissance et de la

colonisation... [Lire la suite](#)

### Musée Guggenheim à Helsinki?



Le 10 janvier, la Fondation Solomon R. Guggenheim a annoncé qu'elle avait l'intention de construire un nouveau musée Guggenheim, à Helsinki, soit sa sixième implantation dans le monde. La municipalité d'Helsinki doit décider dans les semaines à venir si elle donne ou non son feu vert au projet. En cas d'avis favorable, les représentants du Musée Guggenheim à Bilbao devront également donner leur accord au projet, en effet, selon une clause de non-concurrence européenne, ces derniers peuvent opposer leur veto au projet... [Lire la suite](#)

### Participez au concours du franco-allemand du journalisme !

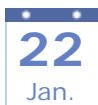


Le concours pour le Prix Franco-Allemand du Journalisme 2012 est ouvert. L'inscription au concours est possible jusqu'au 1er mars inclus. Sont admis au concours tous les reportages qui ont été diffusés ou publiés pour la première fois, entre le 2 mars 2011 et le 1er mars 2012 concernant un sujet franco-allemand ou européen. L'inscription au concours s'effectue exclusivement en ligne... [Lire la suite](#)

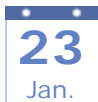
### L'Agenda :



16-19 janvier  
Strasbourg  
Session plénière du Parlement européen



22 janvier  
Election présidentielle en Finlande (1er tour)  
Référendum sur l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne

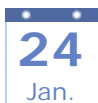


23 janvier  
Bruxelles  
Conseil "Agriculture-Pêche"

Bruxelles  
Réunion de l'Eurogroupe

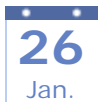
Conseil "Affaires étrangères"

Paris, Maison Heinrich Heine  
Conférence "France-Allemagne : l'heure de vérité. Moteur, directoire ou nouveau partenariat?"



24 janvier  
Conseil "Economie/Finances"

Paris, Ecole militaire  
Colloque sur le smart power



26-27 janvier  
Copenhague  
Réunion informelle des ministres de l'Intérieur et de la Justice



27 janvier  
Conseil "Affaires générales"



**30**  
Jan.

30 janvier  
Bruxelles  
Conseil européen

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



 J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

#### Les rédacteurs de la Lettre :

Magali Balent, Pauline Massis Desmarest, Inga Groth, Charles de Marcilly, Pierre Thibaudat ;  
Katrin Gebhard, Venise Ollivier, Marion Zosi.

**Rédacteur en chef : Pauline Massis Desmarest**  
**Directeur de la publication : Pascale Joannin**

Contact / suggestion  
[info@robert-schuman.eu](mailto:info@robert-schuman.eu)

**La Fondation Robert Schuman**, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? {LINK}